



Assemblée générale

Distr. générale
26 avril 2019
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, point de l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2017/18	325 800 000
Dépenses de 2017/18	325 781 200
Solde inutilisé de 2017/18	18 800
Crédit ouvert pour 2018/19	324 703 500
Montant estimatif des dépenses de 2018/19 ^a	324 702 700
Montant estimatif du solde inutilisé de 2018/19 ^a	800
Projet de budget du Secrétaire général pour 2019/20	380 767 500
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2019/20	(28 899 500)
Recommandation du Comité consultatif pour 2019/20	351 868 000

^a Montant estimatif au 28 février 2018 (voir sect. III ci-après).



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations.	3
I. Introduction	4
II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 . . .	4
III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours.	5
IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	5
A. Considérations générales	5
B. Montant total des ressources nécessaires	7
C. Département des opérations de paix	14
D. Département de l'appui opérationnel	14
E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	16
F. Bureau de l'informatique et des communications	19
G. Bureau des services de contrôle interne	19
H. Bureau des affaires juridiques	21
I. Département de la sûreté et de la sécurité.	22
J. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.	22
V. Conclusion et recommandations	23
Documentation.	25
 Annexes	
I. Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	27
II. Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transformer et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	47
III. Réorganisation proposée : transferts, réaffectations et reclassements de postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	49
IV. Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 . .	51

Abréviations

BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
G(1°C)	Agent des services généraux (1 ^{re} classe)
G(AC)	Agents des services généraux (Autres classes)
GN	Agents des services généraux recrutés sur le plan national
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SM	Service mobile

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/793) et les rapports connexes, notamment celui qui a été établi par le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui pour l'exercice 2019/20 (A/73/768). La liste des documents qu'il a examinés et de ceux dont il s'est servi figure à la fin du présent rapport. Aux fins de son examen des rapports en question, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 15 avril 2019.

2. Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général, y compris celles concernant les constatations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, se trouvent dans son rapport correspondant (A/73/755). Dans le présent rapport, le Comité consultatif traite des ressources et des autres points qui intéressent directement le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

3. Le Secrétaire général fournit des informations relatives à l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 dans le rapport qu'il a établi à ce sujet (A/73/661). Un résumé des principales mesures prises par les départements et bureaux concernés est présenté aux paragraphes 5 à 41 du rapport ; à la section IV, on trouve la liste des principales activités de formation menées. Enfin, l'additif du rapport (A/73/661/Add.1) contient des informations relatives aux produits prévus pour l'ensemble des départements et bureaux qui sont financés à l'aide du compte d'appui ainsi qu'aux produits exécutés.

4. Au paragraphe 4 de son rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui pour l'exercice 2017/18, le Secrétaire général indique qu'un certain nombre de décisions du Conseil de sécurité ont eu des répercussions importantes sur le mandat de plusieurs opérations de maintien de la paix et précise que les départements et bureaux compétents au Siège ont apporté un soutien aux missions concernées pour qu'elles mettent en œuvre les changements décidés, ainsi qu'un appui à d'autres opérations de maintien de la paix déployées sur le terrain. En particulier : a) en ce qui concerne la République centrafricaine, le Conseil a décidé d'autoriser le déploiement de 900 soldats supplémentaires à la MINUSCA (résolution 2387 (2017) du Conseil) ; b) en ce qui concerne la République démocratique du Congo, le Conseil a chargé la MONUSCO d'appuyer la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral (résolution 2409 (2018) du Conseil) ; c) au Soudan du Sud, la MINUSS a continué d'augmenter ses effectifs pour atteindre le plafond de 17 000 soldats autorisé par le Conseil dans ses résolutions 2327 (2016), 2392 (2017) et 2406 (2018) ; d) en ce qui concerne le Mali, le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les mesures supplémentaires qui s'imposaient pour renforcer la sûreté et la sécurité du personnel de la MINUSMA et permettre à la

Mission de s'acquitter efficacement de son mandat (résolution 2364 (2017) du Conseil) ; e) en ce qui concerne le Soudan, le Conseil a décidé de réduire l'effectif maximum autorisé de soldats et de policiers (résolution 2363 (2017) du Conseil).

5. Pour l'exercice 2017/18, l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix d'un montant brut de 325 800 000 dollars, dont 25 038 300 dollars au titre du progiciel de gestion intégré (Umoja), 821 500 dollars au titre de la sécurité des systèmes et des données informatiques et 868 500 dollars au titre du dispositif de prestation de services centralisée. Selon le Secrétaire général, les dépenses effectives engagées au cours de l'exercice considéré se sont établies à 325 781 200 dollars, d'où un solde inutilisé de 18 800 dollars (soit 0,01 %). Le Secrétaire général demande à l'Assemblée de se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé et des autres produits de l'exercice, d'un montant total de 3 040 600 dollars, à savoir le produit des placements (1 152 200 dollars), les produits divers ou accessoires (277 900 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 610 500 dollars) (voir sect. V ci-après).

6. Les tableaux 1 et 2 du rapport sur l'exécution du budget présentent un récapitulatif de l'exécution du budget de 2017/18, le premier par catégorie de dépenses, le second par département ou bureau. Le solde inutilisé de 18 800 dollars résulte de l'effet combiné des éléments suivants : a) des dépenses moins élevées que prévu au titre des postes (692 800 dollars, soit 0,3 %) ; b) des dépenses plus élevées que prévu au titre des autres objets de dépense (674 500 dollars, soit 0,9 %). Une analyse plus détaillée des principaux écarts constatés par rapport aux crédits approuvés pour 2017/18 figure aux paragraphes 42 et 43 du rapport sur l'exécution du budget. On trouvera à la section IV ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre des divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

7. Le Comité consultatif a reçu des informations sur les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2018/19. Au 28 février 2019, les dépenses s'élevaient à 229 383 300 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 324 702 700 dollars, contre un crédit ouvert d'un montant de 324 703 500 dollars, soit un solde inutilisé de 800 dollars.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

A. Considérations générales

Modulation des ressources du compte d'appui

8. Selon le tableau 1 du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/793), les ressources nécessaires pour l'exercice 2019/20 au titre du compte d'appui passeront de 289,8 millions de dollars (2018/19) à 314,4 millions de dollars, hors montants à prévoir au titre du progiciel de gestion intégré, de la sécurité des systèmes et des données informatiques, du dispositif de prestation de services centralisée, de la préparation des moyens de maintien de la paix, des centres de services partagés et des dépenses liées à la maintenance d'Umoja

et aux services d'appui au système. Au paragraphe 3 du rapport, il est indiqué qu'en 2019/20 le nombre autorisé d'agents en tenue bénéficiant d'un appui (dont le personnel de l'Union africaine) devrait être ramené de 118 094 à 116 163 et celui des effectifs civils des missions de 14 760 à 14 109, en raison principalement de la réduction des effectifs de la MINUAD, de la MONUSCO et de la MINUJUSTH qui est proposée. Parallèlement, la part que représentent les montants alloués au compte d'appui dans le total des ressources affectées au maintien de la paix ne cesse de croître depuis l'exercice 2014/15, cette part passant notamment de 4,40 % en 2018/19 à 5,13 % en 2019/20.

9. Il est indiqué dans le rapport qu'une diminution du montant total des ressources demandées au titre des opérations de maintien de la paix ne se traduit pas immédiatement par une diminution des dépenses inscrites au compte d'appui, notamment quand la diminution résulte d'une réduction du nombre d'agents en uniforme, laquelle ne débouche pas immédiatement sur une baisse de la charge de travail pour les fonctions d'appui, et du fait également que la clôture d'une mission (comme celle de la MINUL ou de la MINUSTAH) s'accompagne d'activités administratives et comptables et que la réduction des effectifs d'une mission (comme à la MINUAD ou à la MINUJUSTH) nécessite une planification de la transition. Il est en outre indiqué que d'autres facteurs influent sur le montant des ressources demandées au titre du compte d'appui, notamment l'instabilité politique qui caractérise les situations dans lesquelles interviennent les missions et la complexité croissante des mandats qui leur sont confiés (A/73/793, par. 6 et 7).

10. Le Comité consultatif rappelle que, dans ses résolutions 69/308 et 70/287, l'Assemblée générale a souligné que les fonctions d'appui devaient être modulées en fonction de la taille et du mandat des opérations de maintien de la paix. **Le Comité consultatif ne croit pas que les fonctions d'appui au Siège iront en s'accroissant alors même que des missions se retirent ou réduisent leurs effectifs et que le personnel des missions diminue. Compte tenu des réductions d'effectifs à la MINUAD, à la MONUSCO et à la MINUJUSTH et de la clôture de la MINUL et de la MINUSTAH, il est d'avis que le projet de budget du compte d'appui aurait dû faire apparaître une baisse des dépenses.**

Paramètres budgétaires

11. On trouve aux paragraphes 48 à 52 du rapport une description des paramètres budgétaires, dont ceux à prendre à compte dans le calcul des dépenses communes de personnel et les coûts standard pour les objets de dépense autres que les postes. Il est indiqué que le Secrétariat a revu le montant des coûts standard et appliqué les nouveaux taux à ses prévisions de dépenses, comme celles relatives au matériel et aux services informatiques, et que ces taux ont été établis sur la base des dépenses passées et des prix observés actuellement sur le marché.

12. Le Comité consultatif constate un manque de cohérence dans la façon dont les montants budgétaires ont été établis entre les différents départements et bureaux financés au moyen du compte d'appui. Ainsi, il est indiqué dans le rapport que le Département de l'appui opérationnel, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Bureau de l'informatique et des communications ont été la cible de réformes du Secrétaire général ayant pris effet au 1^{er} janvier 2019 et que les crédits ouverts au titre de l'exercice 2018/19 ne couvrent que la période de six mois allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, ce qui explique l'ampleur des variations constatées entre cet exercice et l'exercice 2019/20 (A/73/793, par. 208, 281 et 318). Le tableau 3 du rapport rend compte des ajustements apportés au projet de budget pour 2019/20 suite à l'application des taux communs ou standard, rubrique par rubrique (révision des coûts salariaux standard, augmentation des dépenses

communes de personnel, services informatiques et services de communication, installations et infrastructures pour le personnel de New York sur la base des taux standard). **Toutefois, après avoir pris connaissance des informations qui lui ont été communiquées, le Comité note que, s'agissant du Bureau de l'informatique et des communications, l'augmentation de quelque 100 % observée dans chaque catégorie de dépenses par rapport aux crédits ouverts pour six mois dans le budget de l'exercice 2018/19 correspond à une annualisation des coûts pour l'exercice entier mais ne prend pas en compte les ajustements standard précités (voir l'annexe I).**

13. Le Comité consultatif constate en outre des incohérences entre le rapport du Secrétaire général et les informations qui lui ont été fournies par le Secrétariat (ibid.). Ainsi, dans le tableau 6 du rapport, les crédits ouverts au titre de l'exercice 2018/19 pour le Département de l'appui opérationnel, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et l'ancien Département de la gestion s'élèvent respectivement à 35 749 700 dollars, 16 197 100 dollars et 25 206 300 dollars. Toutefois, d'après les informations communiquées au Comité, les montants des crédits ouverts pour ces trois départements sont respectivement de 45 829 400 dollars, 21 421 500 dollars et 40 557 500 dollars. De même, dans le tableau 6 du rapport, les ressources nécessaires au titre de l'exercice 2019/20 pour le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité s'établissent respectivement à 78 016 600 dollars et 36 215 400 dollars tandis que, selon les informations fournies au Comité, ces chiffres sont respectivement de 99 010 900 dollars et de 53 328 800 dollars.

14. Le Comité consultatif souligne que, dans les prochains projets de budget, il faudra être plus exact, réaliste et cohérent dans le calcul et la présentation des montants budgétaires.

B. Montant total des ressources nécessaires

15. Le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2019/20 s'élève à 380 767 500 dollars (montant brut) (progiciel de gestion intégré, sécurité des systèmes et des données informatiques, dispositif de prestation de services centralisée, préparation des moyens de maintien de la paix, centres de services partagés et dépenses relatives à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système inclus), en hausse de 56 064 000 dollars (17,3 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2018/19. Le Comité consultatif s'est fait communiquer un tableau qui récapitule le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2019/20 au titre du compte d'appui, ainsi que des tableaux qui, pour chaque département et bureau, indiquent rubrique par rubrique les ressources imputées au compte d'appui (annexe I). Il s'est également fait communiquer des tableaux qui, pour l'exercice 2019/20, récapitulent les postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer (annexe II), les postes qu'il est proposé de transférer, réaffecter ou reclasser (annexe III) et les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) proposés (annexe IV).

16. Au paragraphe 11 du rapport, il est indiqué que l'augmentation des ressources demandées tient principalement aux facteurs suivants : a) la part des opérations de maintien de la paix dans le financement des initiatives de l'Organisation (31,5 millions de dollars) ; b) les ajustements standard apportés aux dépenses de personnel au regard du barème actualisé des traitements, des taux de vacance de poste et des dépenses communes de personnel (12,2 millions de dollars) ; c) le versement différé de la contribution à l'assurance maladie après la cessation de service pour l'exercice 2018/19, aux fins du paiement des traitements en juin 2019 (6,0 millions

de dollars) ; d) les dépenses opérationnelles supplémentaires nettes (2,9 millions de dollars) ; e) les modifications apportées au tableau d'effectifs (1,5 million de dollars) ; f) la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (1,1 million de dollars) ; g) l'effet-report des mesures liées aux effectifs approuvées au cours de l'exercice 2018/19 (0,9 million de dollars).

17. Le Comité consultatif recommande d'approuver les effectifs proposés et les ressources demandées pour l'exercice 2019/20 au titre du compte d'appui, sous réserve des observations et des recommandations qu'il formule aux paragraphes ci-après.

Initiatives internes

18. La part des opérations de maintien de la paix dans le financement des initiatives de l'Organisation se décompose comme suit : a) 19 376 900 dollars pour le progiciel de gestion intégré ; b) 821 500 dollars pour la sécurité des systèmes et des données informatiques ; c) 868 500 dollars pour le dispositif de prestation de services centralisés ; d) 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix ; e) 19 948 200 dollars pour les centres de services partagés ; f) 21 446 700 dollars pour la maintenance d'Umoja et l'appui au système (A/73/793, tableau 6).

19. En ce qui concerne le montant de 19 948 200 dollars demandé au titre des centres de services partagés, il est indiqué au paragraphe 39 du rapport que ce montant représente la contribution des opérations de maintien de la paix au démarrage et au fonctionnement des centres en 2019 et au premier semestre de l'année 2020. Le Comité consultatif note que, dans sa décision 73/547 B, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa soixante-quatorzième session l'examen du rapport du Secrétaire général sur le dispositif de prestation de services centralisée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/73/706). **Compte tenu de la décision 73/547 B de l'Assemblée générale, le Comité recommande de réduire le montant de 19 948 200 dollars demandé au titre des centres de services partagés.**

20. En ce qui concerne les dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système, il est indiqué au paragraphe 41 du rapport qu'à la suite du déploiement d'Umoja, de nombreuses dépenses directes de fonctionnement et de maintenance du système sont devenues des dépenses de fonctionnement récurrentes et sont désormais comptabilisées dans le projet de budget du compte d'appui ; leur montant total s'établit à 21,4 millions de dollars pour l'exercice, contre un montant approuvé de 15,8 millions dans le budget de la Base de soutien logistique de Brindisi pour l'exercice 2018/19. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, pour les exercices 2016/17 à 2018/19, les dépenses au titre de la maintenance d'Umoja imputables aux opérations de maintien de la paix avaient été inscrites au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi, où se trouve le service d'hébergement, mais que pour l'exercice 2019/20, la maintenance d'Umoja incombant désormais au Bureau de l'informatique et des communications au Siège, et dans le souci d'allouer les crédits budgétaires aux entités répondant de leur utilisation, il a été jugé préférable d'inscrire ces dépenses au compte d'appui.

21. Ayant demandé pourquoi le montant demandé était supérieur à celui approuvé dans le budget de la Base de soutien logistique de Brindisi, le Comité consultatif a reçu le tableau ci-après, qui décompose les coûts et explique les variations constatées.

Tableau 1

Maintenance d'Umoja et services d'appui au système : détail des coûts

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Principal organe concerné</i>	<i>2018/19 (montant approuvé dans le budget de la BSLB)</i>	<i>2019/20 (montant proposé dans le budget du compte d'appui)</i>	<i>Variation</i>	<i>Explication de la variation</i>
Dépenses mondiales pour la maintenance d'Umoja (62 % des dépenses mondiales)	Bureau de l'informatique et des communications	10 512,6	14 788,6	4 276,0	Pendant la phase « Umoja-Extension 2 », de nouvelles fonctionnalités sont ajoutées à l'infrastructure de base. Les utilisateurs d'Umoja sont plus nombreux et se diversifient. L'infrastructure d'ensemble est renforcée en vue d'accueillir les nouveaux modules et faire face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs.
Gestion des données de base (62 % des dépenses mondiales)	Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget/ Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	625,2	917,9	292,7	En raison de la multiplication des fonctionnalités d'Umoja-Extension 2, la gestion des données de base prend une place de plus en plus importante. L'équipe chargée de la gestion des données doit non seulement répondre à des besoins plus complexes mais aussi intervenir plus rapidement, du fait de l'urgence des demandes.
Infrastructure, analyse fonctionnelle et service d'assistance	Bureau de l'informatique et des communications	2 801,8	3 365,3	563,5	Le déploiement d'Umoja-Extension 2 nécessite d'affecter du personnel d'appui supplémentaire aux services d'appui à Umoja, y compris pour l'appui aux nouveaux modules.
Application d'Umoja propre aux missions	Bureau de l'informatique et des communications	456,0	522,0	66,0	Les montants correspondent au coût réel du déploiement d'Umoja-Extension 2 pour ce qui est du remboursement aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police.
Formation spécifique aux missions	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement/ Département de l'appui opérationnel	1 400,3	1 852,9	452,6	Les besoins en formation sont demeurés stables par rapport à l'exercice 2017/18. L'utilisation des ressources allouées à l'équipe de formation sous contrat s'est améliorée au fil du temps, les priorités ayant été redéfinies pour s'adapter à l'augmentation de la charge de travail. Pour l'exercice 2019/20, l'équipe devra apporter un appui au déploiement d'Umoja-Extension 2 et de ses différentes fonctionnalités. À l'heure actuelle, elle s'emploie principalement à élaborer des contenus et à dispenser des formations pour les

<i>Rubrique</i>	<i>Principal organe concerné</i>	<i>2018/19 (montant approuvé dans le budget de la BSLB)</i>	<i>2019/20 (montant proposé dans le budget du compte d'appui)</i>	<i>Variation</i>	<i>Explication de la variation</i>
					fonctionnalités Planification stratégique et gestion de la performance, Gestion des transports et Suivi et traçage, dont la mise en service a commencé en 2018 et se poursuivra en 2019. L'équipe devra également assurer des formations pour les fonctionnalités Planification de la demande et Planification du réseau d'approvisionnement. Enfin, elle continuera d'offrir ponctuellement des séances de formation sur les fonctionnalités de base, Umoja-Extension 1 ou l'analyse décisionnelle, selon que de besoin, formations qui seront assurées à distance ou par un formateur. L'augmentation des coûts par rapport à 2018/19 tient au fait qu'il est prévu d'assurer en 2019/20 un même niveau de formation pour un nombre croissant de fonctionnalités.
Total		15 795,9	21 446,7	5 650,8	

22. Le Comité consultatif constate que le montant des ressources demandées au titre de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système est supérieur de 5 650 800 dollars (soit 35,4 %) au montant inscrit au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi pour l'exercice 2018/19. Tout en prenant note des dépenses supplémentaires qu'engendre le déploiement d'Umoja-Extension 2, le Comité n'est pas convaincu que cette augmentation soit pleinement justifiée, y compris en ce qui concerne la formation et les services d'appui à Umoja, et recommande de réduire de 3 %, soit 643 400 dollars, le montant des ressources demandées au titre de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système.

Coûts salariaux

23. En ce qui concerne l'augmentation de 12,2 millions de dollars des ressources demandées au titre des coûts salariaux, elle se décompose comme suit (par. 13 du rapport) : a) une augmentation de 2,6 millions de dollars résultant de l'augmentation du coefficient d'ajustement à New York à compter de février 2018, lequel est passé de 64,5 à 66,9 ; b) une augmentation de 3,5 millions de dollars résultant de la hausse des coefficients d'ajustement, y compris de celui de New York qui est passé de 63,9 à 67,5 à compter de février 2019 ; c) une augmentation des dépenses communes de personnel de 0,4 million de dollars, calculées sur la base des décaissements moyens pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 ; d) une augmentation de 5,8 millions de dollars résultant de l'application de taux de vacance de postes calculés sur la base des taux moyens du deuxième semestre de 2018, au 31 décembre 2018.

24. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu le tableau ci-après, qui indique les dépenses engagées au titre des coûts salariaux et de l'indemnité de poste, de 2017 à 2019.

Tableau 2

Indemnité de poste et autres coûts salariaux : montants budgétisés et montants dépensés, 2017-2019

(En dollars des États-Unis)

Mois	Autres coûts salariaux ^a		Indemnité de poste	
	Montant budgétisé	Montant dépensé	Montant budgétisé	Montant dépensé
Novembre 2017	12 489 097	13 134 975	3 743 678	3 643 237
Décembre 2017	12 489 097	13 581 965	3 743 678	3 641 292
Janvier 2018	12 489 097	12 502 040	3 743 678	3 595 990
Février 2018	12 489 097	12 479 710	3 743 678	3 723 756
Mars 2018	12 489 097	12 275 840	3 743 678	3 770 606
Avril 2018	12 489 097	12 845 934	3 743 678	3 889 198
Mai 2018	12 489 097	12 510 463	3 743 678	3 740 717
Juin 2018	12 489 097	13 479 124	3 743 678	3 663 813
Juillet 2018	12 402 306	15 421 900	3 509 103	3 632 905
Août 2018	12 402 306	14 087 091	3 509 103	3 711 288
Septembre 2018	12 402 306	12 815 697	3 509 103	3 766 121
Octobre 2018	12 402 306	12 702 958	3 509 103	3 735 632
Novembre 2018	12 402 306	12 526 341	3 509 103	3 812 032
Décembre 2018	12 402 306	12 287 719	3 509 103	3 749 177
Janvier 2019	12 402 306	12 525 966	3 509 103	3 609 678
Février 2019	12 402 306	11 940 444	3 509 103	3 821 801
Mars 2019	12 402 306	12 161 803	3 509 103	3 766 664
Avril 2019	12 402 306	s.o.	3 509 103	s.o.
Mai 2019	12 402 306	s.o.	3 509 103	s.o.
Juin 2019	12 402 306	s.o.	3 509 103	s.o.
De juillet 2019 à juin 2020	13 121 122	s.o.	4 040 036	s.o.

Abréviation : s.o. = sans objet.

^a Par « autres coûts salariaux », on entend le montant total des sommes servant à financer les postes de fonctionnaires recrutés sur le plan international et les emplois de temporaire (autres que pour les réunions), déduction faite des sommes allouées à l'indemnité de poste.

25. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que l'augmentation des dépenses constatée en juillet et en août 2018 était due au paiement des indemnités pour frais d'études. **Le Comité note que, hormis en ce qui concerne juillet et août 2018, l'évolution globale des dépenses ne justifie pas pleinement le montant de l'augmentation proposée (12,2 millions de dollars). Il recommande donc de réduire d'un million de dollars ce montant.**

Assurance maladie après la cessation de service

26. Il est indiqué aux paragraphes 20 à 22 du rapport que les dépenses de personnel pour l'exercice 2018/19 devraient dépasser d'environ 8,8 millions de dollars le

montant approuvé, ce qui devrait se traduire par un déficit de quelque 6,0 millions de dollars au titre des traitements d'ici à juin 2019. Il est indiqué également qu'il a été décidé de reporter à juillet 2019, au cours de l'exercice 2019/20, le paiement de la part de l'assurance maladie après la cessation de service qui revient aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2018/19, afin que les traitements soient versés. Selon le Secrétaire général, pour éviter toute interruption de service, le retard dans le versement du montant prévu de 6,0 millions de dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ne peut être que de courte durée, c'est pourquoi il est demandé d'ouvrir un crédit d'un tel montant pour l'exercice 2019/20.

27. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, si le montant total des ressources approuvées pour l'exercice 2018/19 au titre du compte d'appui était suffisant, les dépenses faites au titre de la contribution à l'assurance maladie après la cessation de service seraient imputées sur cet exercice. Le montant de 6 millions de dollars n'était demandé pour l'exercice 2019/20 que dans l'éventualité où les ressources approuvées pour 2018/19 seraient insuffisantes, la part non réglée de la contribution étant alors reportée et imputée à l'exercice 2019/20. Le Comité a également reçu les tableaux 3 et 4 ci-dessous, qui indiquent les dépenses effectuées au titre de l'assurance maladie après la cessation de service de 2017 à 2019 et les montants alloués à cette fin.

Tableau 3

Dépenses mensuelles et annuelles au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, par source de financement (2017-2019)

(En dollars des États-Unis)

<i>Mois</i>	<i>Budget-programme</i>	<i>Compte d'appui^a</i>	<i>Ressources extrabudgétaires</i>
Janvier 2017	7 520 656	1 511	–
Février 2017	6 126 538	2 481	–
Mars 2017	6 693 972	1 996	–
Avril 2017	5 169 581	3 536	–
Mai 2017	7 177 512	1 511	–
Juin 2017	1 367 207	4 945 248	2 636 659
Juillet 2017	3 530 173	3 975	–
Août 2017	5 927 831	1 511	–
Septembre 2017	5 528 851	1 519	–
Octobre 2017	6 964 500	3 595	–
Novembre 2017	9 607 582	1 519	–
Décembre 2017	9 269 082	6 504 767	3 468 399
Total partiel (2017)	74 883 486	11 473 172	6 105 058
Janvier 2018	8 924 603	1 519	–
Février 2018	7 908 157	(28 772)	–
Mars 2018	7 315 990	–	–
Avril 2018	6 452 260	–	–
Mai 2018	7 249 373	–	–
Juin 2018	285 520	3 722 428	2 877 687
Total partiel (juillet 2017-juin 2018)	78 963 922	10 212 061	

<i>Mois</i>	<i>Budget-programme</i>	<i>Compte d'appui^a</i>	<i>Ressources extrabudgétaires</i>
Juillet 2018	6 116 012	–	–
Août 2018	8 441 786	–	–
Septembre 2018	6 199 433	1 588	–
Octobre 2018	1 942 002	3 546 813	1 891 633
Novembre 2018	7 556 118	–	–
Décembre 2018	4 389 519	1 680 143	959 074
Total partiel (2018)	72 780 773	8 923 719	5 728 395
Janvier 2019	6 976 887	11 431	–
Février 2019	7 622 473	4 887	–
Total partiel (2019)	14 599 360	16 318	–

^a Occasionnellement, les états de paiement font apparaître des décaissements qui sont plus tard ajustés.

Tableau 4

Montant des ressources inscrites au budget-programme et au budget du compte d'appui au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (2016-2019)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2016-2017 (montant approuvé)</i>		<i>2018-2019 (montant approuvé)</i>	
Budget-programme	148 953,3		131 902,1	
	<i>2016/17 (montant approuvé)</i>	<i>2017/18 (montant approuvé)</i>	<i>2018/19 (montant approuvé)</i>	<i>2019/20 (montant estimatif)</i>
Compte d'appui	10 837,0	10 346,0	10 448,8	11 113,4

28. Le Comité consultatif note qu'il est difficile de savoir pour l'instant s'il sera nécessaire d'effectuer le versement de 6,0 millions de dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, étant donné que ce montant n'est demandé que dans l'éventualité où les ressources approuvées pour 2018/19 seraient insuffisantes. Le Comité n'est donc pas certain que la demande d'un montant supplémentaire de 6,0 millions de dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service soit justifiée à ce stade et recommande donc de réduire de 6 millions de dollars les ressources demandées à ce titre. Il compte que le Secrétaire général communiquera à l'Assemblée générale, lorsque celle-ci examinera le présent rapport, des informations et un état des comptes exacts sur la question.

29. Le Comité consultatif note que, dans le tableau 3 du rapport du Secrétaire général, le montant des ressources demandées au titre de l'assurance maladie après la cessation de service augmente de 664 600 dollars pour l'exercice 2019/20, passant de 10 448 800 dollars (2018/19) à 11 113 400 dollars. Au vu des montants qui figurent dans les tableaux 3 et 4 ci-dessus et de l'évolution des dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service qui en ressort, le Comité

n'est pas convaincu que cette augmentation soit pleinement justifiée et recommande de réduire de 100 000 dollars les ressources demandées à ce titre.

C. Département des opérations de paix

30. Il est proposé de créer un emploi de temporaire (P-3) et de transformer en postes cinq emplois de temporaire (4 P-4 et 1 G(AC)] au Département des opérations de paix.

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

31. Aux paragraphes 65 et 66 du rapport, il est indiqué qu'il est proposé de transformer en poste un emploi de temporaire P-4 (spécialiste des ressources humaines) au Bureau du Secrétaire général adjoint, emploi qui a été pour la première fois inscrit au budget lors de l'exercice 2015/16. La personne qui occupe cet emploi est chargée d'apporter un appui au recrutement de soldats et de policiers d'active détachés au Département des opérations de paix et de collaborer directement avec les États Membres aux fins de la nomination d'officiers d'active. **Notant que cet emploi de temporaire n'existe que depuis l'exercice 2015/16, le Comité consultatif recommande que la transformation proposée ne soit pas approuvée et que l'emploi continue d'être inscrit à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).**

2. Autres objets de dépense

32. Les ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Département des opérations de paix s'élèvent à 7 091 200 dollars, ce qui représente une diminution de 1 106 500 dollars (13,5 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19.

Voyages

33. Les ressources demandées au titre des voyages s'élèvent à 3 760 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 349 500 dollars (10,2 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2018/19. Au paragraphe 125 du rapport, l'on explique que cette augmentation devrait permettre de financer des voyages de familiarisation, des visites d'inspection avant déploiement et des activités supplémentaires. **Le Comité consultatif ne pense pas que l'augmentation proposée soit pleinement justifiée et recommande de réduire de 3 %, soit 112 800 dollars, le montant des ressources demandées au titre des voyages.**

D. Département de l'appui opérationnel

34. Il est proposé de transférer deux postes [G(AC)] du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité au Département de l'appui opérationnel.

35. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des informations sur l'état des postes vacants au Département de l'appui opérationnel au 26 mars 2019, d'où il ressort que 48 postes sont vacants, dont trois depuis plus de deux ans. **Le Comité rappelle que, dans ses résolutions sur les budgets des opérations de maintien de la paix, l'Assemblée générale demande systématiquement au Secrétaire général de veiller à ce que les postes vacants soient pourvus rapidement (voir A/71/836, par. 108). Il souligne à nouveau qu'il convient de déterminer, dans les projets de budget, s'il est nécessaire de maintenir les postes restés vacants depuis au moins**

deux ans, justification à l'appui, ou de les supprimer (A/69/839, par. 67, et résolution 66/264 de l'Assemblée générale).

1. Autres objets de dépense

36. Les ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Département de l'appui opérationnel s'élèvent à 29 392 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 16 322 000 dollars (124,9 %) par rapport au crédit ouvert pour 2018/19. Il est indiqué au paragraphe 208 du rapport que la réforme voulue par le Secrétaire général ayant pris effet le 1^{er} janvier 2019, le crédit ouvert pour l'exercice 2018/19 ne couvrirait que la période de six mois allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, ce qui explique l'ampleur de la variation.

Consultants et services de consultants

37. Les ressources demandées au titre des consultants et services de consultants s'élèvent à 857 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 507 300 dollars (144,8 %) par rapport au crédit ouvert pour 2018/19. Aux paragraphes 213 à 216 du rapport, l'on précise à quoi devraient servir ces ressources, notamment à financer l'élaboration d'un modèle de gestion des effectifs des opérations de maintien de la paix (21 500 dollars), l'amélioration des modes de fonctionnement (15 000 dollars) et la poursuite de l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement lancée durant l'exercice 2015/16 (775 000 dollars). **Le Comité consultatif n'est pas pleinement convaincu que les ressources demandées au titre des consultants et services de consultants soient justifiées et recommande de réduire leur montant de 10 %, soit 85 800 dollars.**

Voyages

38. Les ressources demandées au titre des voyages pour le Département s'élèvent à 1 635 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 070 500 dollars (189,6 %) par rapport au crédit ouvert pour 2018/19. Ces ressources permettraient de financer les voyages des représentants des 20 premiers pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police issus des pays les moins avancés qui doivent participer à la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (145 900 dollars), ainsi que d'autres voyages (1 489 300 dollars). **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant de 145 900 dollars demandé au titre du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents. En ce qui concerne les autres ressources demandées au titre des voyages, qui s'élèvent à 1 489 300 dollars, le Comité n'est pas convaincu que l'augmentation proposée soit pleinement justifiée et recommande de réduire de 10 %, soit 148 900 dollars, le montant demandé.**

Informatique et communications

39. Un montant de 2 030 100 dollars est demandé au titre de l'informatique et des communications, ce qui correspond à une augmentation de 1 302 200 dollars (178,9 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19. On trouve au paragraphe 222 une ventilation des dépenses prévues par catégorie, dont un montant de 959 300 dollars à la rubrique « Autres dépenses », qui sont décrits au paragraphe 223 comme des articles spéciaux, à savoir l'achat de matériel informatique et de matériel de communication et les services d'appui. **Le Comité consultatif estime que les ressources demandées sont insuffisamment justifiées et recommande de réduire de 10 % (203 000 dollars) le montant demandé au titre de l'informatique et des communications.**

Fournitures, services et matériel divers

40. Le montant des crédits demandés au titre des fournitures, services et matériel divers s'élève à 1 313 000 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 151 800 dollars (714,5 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Il est indiqué au paragraphe 228 du rapport que cette hausse s'explique par les éléments suivants : a) le fait que les crédits demandés couvrent l'ensemble de l'exercice (161 200 dollars) ; b) les services utiles à l'organisation de la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (979 400 dollars) ; c) les ressources supplémentaires nécessaires aux fins de l'archivage (11 200 dollars). **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant de 979 400 dollars demandé au titre des services nécessaires à l'organisation de la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents. En ce qui concerne le reste des crédits demandés (333 600 dollars), le Comité estime que la proposition est insuffisamment justifiée et recommande de réduire de 5 % (16 700 dollars) le montant demandé au titre des fournitures, services et matériel divers.**

2. Questions diverses

41. On trouve à l'annexe III du rapport du Secrétaire général le nouvel organigramme du Département de l'appui opérationnel. Le Comité consultatif note que certains services du Département portent le nom de « Bureau », tandis que d'autres sont désignés sous l'appellation « Division », sans que la distinction entre ces deux désignations ne soit expliquée. Il a demandé, sans les obtenir, des explications sur la différence entre ces appellations. **Le Comité réaffirme que les critères appliqués pour la modification des organigrammes et la désignation des structures administratives (divisions/services/sections/groupes) devraient, dans la mesure du possible, être cohérents pour toutes les entités du Secrétariat et se conformer aux directives en vigueur, avec des explications claires pour toute dérogation (voir A/69/860, par. 47).** Le Comité entend revenir sur cette question dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour 2020.

E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité**Postes**

42. Au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, il est proposé de transformer en postes trois emplois de temporaires (3 P-3) et de procéder au reclassement d'un poste [1 G(AC) en G(1°C)]. Il est également proposé de transférer deux postes [2 G(AC)] au Département de l'appui opérationnel.

Bureau des ressources humaines*Transformation en poste d'un emploi de temporaire d'administrateur de programmes (P-3)*

43. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire d'administrateur de programme (P-3) pour répondre aux besoins croissants du Service déontologie et discipline au sein de la nouvelle Division du droit administratif, qui regroupe les fonctions disciplinaires anciennement exercées au Bureau de la gestion des ressources humaines et au Département de l'appui aux missions, afin de veiller à ce que des normes de conduite harmonisées soient applicables à toutes les catégories du personnel des Nations Unies (A/73/793, par. 266). Le titulaire du poste d'administrateur de programme qu'il est proposé de créer serait chargé de superviser

et de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des procédures et mécanismes relatifs à la vérification des antécédents de faute professionnelle du personnel des Nations Unies, notamment en veillant à ce que le Système de suivi des fautes professionnelles utilisé dans les opérations de maintien de la paix soit progressivement élargi à l'ensemble du Secrétariat. En outre, le titulaire du poste procéderait à une analyse stratégique des données relatives aux faits de faute professionnelle, d'exploitation et d'atteintes sexuelles et autres fautes graves (ibid., par. 267, 270 et 271). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au sein de la Division du droit administratif, 23 postes ainsi que cet emploi de temporaire servaient à apporter un appui en matière de déontologie et de discipline. Par ailleurs, d'après les informations qui lui ont été communiquées, le Comité relève que cet emploi de temporaire, dont la création remonte à juillet 2017, a été maintenu pendant deux ans. **Compte tenu également de la création récente du service en question au sein de la Division du droit administratif, le Comité estime que la transformation en poste de cet emploi de temporaire est prématurée et qu'il serait préférable d'évaluer cette mesure au terme d'une période de stabilisation et après avoir examiné l'efficacité de la nouvelle structure. En conséquence, le Comité recommande de ne pas approuver la transformation en poste de l'emploi de temporaire d'administrateur de programme (P-3) et recommande que cet emploi reste financé à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).**

Autres objets de dépense

44. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité s'élève à 21 454 100 dollars, ce qui représente une hausse de 14 072 100 dollars (190,6 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19. Il est indiqué au paragraphe 281 du rapport que la réforme voulue par le Secrétaire général ayant pris effet le 1^{er} janvier 2019, le crédit ouvert pour l'exercice 2018/19 ne couvrirait que la période de six mois allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, ce qui explique l'ampleur de la variation.

Voyages

45. Un montant de 161 400 dollars est demandé au titre des voyages pour le Bureau des ressources humaines, ce qui représente une augmentation de 116 900 dollars (262,7 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19, principalement imputable au fait que le montant alloué couvre l'ensemble de l'exercice (voir par. 44 ci-dessus) et aux ressources supplémentaires demandées pour que le Bureau puisse mener des activités de sensibilisation et en matière de déontologie et discipline et participer à une réunion de la Commission de la fonction publique internationale sur les conditions d'emploi ainsi qu'aux réunions du Comité mixte de négociation (72 400 dollars) ([A/73/793](#), par. 291). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les ressources supplémentaires demandées aient été suffisamment justifiées et recommande de réduire de 10 % (16 100 dollars) le montant demandé au titre des voyages pour le Bureau des ressources humaines.**

46. À la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité, un montant de 390 500 dollars est demandé au titre des voyages, ce qui correspond à une progression de 295 600 dollars (311,5 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Cette hausse tient principalement au fait que le montant alloué couvre l'ensemble de l'exercice (voir par. 44 ci-dessus) et aux ressources supplémentaires demandées pour permettre à la Division d'organiser des ateliers sur la gestion du risque institutionnel, la gestion axée sur les résultats, l'autoévaluation et l'analytique à Entebbe (Ouganda) et Brindisi, à l'intention du personnel des missions, ainsi que des visites dans les missions pour procéder à des

évaluations des risques et à une analyse approfondie des données et traiter les questions complexes liées à la délégation de pouvoirs (200 700 dollars) (A/73/793, par. 291). **Le Comité n'est pas convaincu que les ressources supplémentaires demandées aient été suffisamment justifiées et recommande de réduire de 20 % (78 100 dollars) le montant demandé au titre des voyages pour la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité.**

Fournitures, services et matériel divers

47. Un montant de 17 278 400 dollars est demandé au titre des fournitures, services et matériel divers pour le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, ce qui représente une augmentation de 11 975 100 dollars (225,8 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Les raisons de cette hausse sont exposées au paragraphe 298 du rapport. Les recommandations correspondantes du Comité figurent aux paragraphes 28 et 29 du présent rapport.

Questions diverses

48. On trouve à l'annexe IV du rapport du Secrétaire général le nouvel organigramme du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. Le Comité consultatif a demandé, sans les obtenir, des explications sur la désignation des structures administratives au sein du Bureau des ressources humaines, qui se compose de deux divisions : la Division des stratégies et des politiques et la Division du droit administratif (ibid., par. 264). **Le Comité réaffirme que la désignation des structures administratives (divisions/services/sections/groupes) devrait, dans la mesure du possible, être cohérente pour toutes les entités du Secrétariat et se conformer aux directives en vigueur, avec des explications claires pour toute dérogation (voir A/69/860, par. 47).** Le Comité entend revenir sur cette question dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour 2020.

49. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément à la résolution 72/266 B de l'Assemblée générale, le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget est la principale entité d'où émanent les grands choix de principe, les instructions, les orientations et les conseils touchant l'ensemble des questions liées à la planification, à la budgétisation et au financement des programmes ainsi qu'à l'exécution des programmes et des budgets correspondants à l'échelle du Secrétariat. Au sein du Bureau, la Division des finances des missions est notamment chargée de collaborer avec les missions pour établir les budgets et les rapports sur l'exécution des budgets des opérations hors Siège, qui sont présentés directement au Contrôleur par les chefs de mission. Avant la réforme de la gestion, les prévisions budgétaires étaient soumises au Contrôleur, après examen et approbation par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et par le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions. Le Comité note que, nonobstant l'élargissement des responsabilités en matière de budgétisation des missions, il est proposé de maintenir les effectifs de la Division des finances des missions au même niveau que celui autorisé pour 2018/19, à l'exception de la transformation en postes de deux emplois de temporaire et du reclassement d'un poste (A/73/793, par. 255). Il a été informé que, la mise en œuvre de la réforme de la gestion étant sans incidence sur les effectifs, l'organisation de toutes les fonctions des départements restructurés s'est opérée en tirant le meilleur parti possible des ressources existantes. **Compte tenu de la capacité actuelle et des responsabilités élargies de la Division des finances des missions, le Comité considère que le prochain projet de budget du compte d'appui gagnerait à faire apparaître une analyse de la charge de travail correspondante, y compris toute modification de**

la répartition des attributions et responsabilités résultant de la réforme de la gestion (voir également [A/72/857](#), par. 38).

F. Bureau de l'informatique et des communications

50. Au Bureau de l'informatique et des communications, le montant demandé au titre des autres objets de dépense s'élève à 9 893 100 dollars, ce qui correspond à une augmentation de 4 950 700 dollars (100,2 %) par rapport au montant des crédits alloués pour 2018/19. Le Comité consultatif formule des observations sur la méthodologie et la présentation du projet de budget du Bureau aux paragraphes 12 et 14 du présent rapport.

G. Bureau des services de contrôle interne

51. Au BSCI, il est proposé de supprimer un poste (GN), de transformer en postes 10 emplois de temporaire (6 P-4 et 4 P-3), de transférer trois postes (1 P-5, 1 P-3 et 1 GN) et de réaffecter trois postes (1 P-5 devant être reclassé en P-4, 1 P-3 et 1 SM).

52. Un certain nombre des modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs sont liées à la MINUJUSTH. En effet, il est indiqué dans le rapport que la clôture et la liquidation de la MINUJUSTH devraient avoir lieu d'ici à janvier 2020, étant donné que le Conseil de sécurité, dans sa résolution [2350 \(2017\)](#), a prié le Secrétaire général de définir une stratégie de sortie de la MINUJUSTH sur deux ans assortie d'objectifs ([A/73/793](#), par. 351). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le BSCI savait que le Conseil ne s'était pas encore prononcé sur la question et qu'il suivrait de près tous les paramètres susceptibles d'avoir une incidence sur les risques, tels que les changements de taille, de configuration et de complexité des activités relevant du mandat de la Mission, qui pourraient résulter de la prochaine décision du Conseil. Le Comité note que, par sa dernière résolution [2466 \(2019\)](#), le Conseil a décidé de proroger le mandat de la MINUJUSTH pour une dernière période de six mois jusqu'au 15 octobre 2019. **Le Comité compte que le Secrétaire général assurera le maintien des activités de contrôle jusqu'à la clôture de la mission.**

53. Le Comité consultatif s'est fait communiquer des informations sur le nombre de postes vacants au BSCI en mars 2019. Il note que 25 postes sont actuellement vacants, dont 14 à la Division de l'audit interne et 11 à la Division des investigations. **Tout en étant conscient des efforts faits par le BSCI pour pourvoir les postes vacants, le Comité consultatif rappelle que, dans ses résolutions sur les budgets des opérations de maintien de la paix, l'Assemblée générale demande systématiquement au Secrétaire général de veiller à ce que les postes vacants soient pourvus rapidement (voir [A/71/836](#), par. 108).**

1. Division de l'audit interne

54. À la Division de l'audit interne, il est proposé de transformer en postes 10 emplois de temporaire ([A/73/793](#), par. 369). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que sept emplois d'auditeur résident (5 P-4 et 2 P-3) étaient occupés depuis 2014, deux (2 P-3) depuis 2015 et un (P-4) depuis 2016. **Le Comité recommande d'approuver la transformation en postes des sept emplois de temporaire occupés depuis 2014 et recommande que les trois autres emplois restent inscrits à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).**

2. Division de l'inspection et de l'évaluation

55. Au paragraphe 360 du rapport, il est indiqué qu'il est proposé de réaffecter un poste d'assistant administratif (SM) en poste d'assistant (programmes) (GN) de la Division de l'audit interne de la MINUJUSTH à la Division de l'inspection et de l'évaluation à Entebbe. **Conformément aux vues qu'il a exprimées plus haut sur la modulation des ressources du compte d'appui, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la réaffectation proposée du poste d'assistant administratif (SM) et en recommande la suppression. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence.**

3. Division des investigations

56. Le Secrétaire général propose de transférer un poste d'assistant administratif (GN) de la MINUJUSTH à la MINUSCA au sein de la Division des investigations (ibid, par. 367). **Conformément aux vues qu'il a exprimées plus haut sur la modulation des ressources du compte d'appui, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver le transfert proposé du poste d'assistant administratif (GN) et en recommande la suppression. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence.**

4. Autres objets de dépense

57. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes pour le BSCI s'élève à 5 152 300 dollars, ce qui représente une diminution de 1 228 800 dollars (19,3 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19.

Voyages

58. Le montant des crédits demandés au titre des voyages s'élève à 1 069 200 dollars, ce qui représente une diminution de 272 700 dollars (34,2 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2018/19. Le Comité consultatif note que, d'après les informations qui lui ont été communiquées, les dépenses de 2017/18 se sont élevées à 793 500 dollars et celles de l'exercice en cours à 452 600 dollars au 28 février 2019. **Compte tenu de cette tendance, le Comité n'est pas convaincu que l'augmentation proposée soit pleinement justifiée et recommande de réduire le montant demandé de 100 000 dollars.**

Installations et infrastructures

59. Le Secrétaire général demande un montant de 305 300 dollars au titre des installations et infrastructures, ce qui correspond à une baisse de 6 200 dollars (2,0 %) par rapport au montant alloué en 2018/19. Le Comité consultatif note que, d'après les informations qui lui ont été communiquées, les dépenses de 2017/18 se sont élevées à 181 700 dollars et celles de l'exercice en cours à 86 900 dollars au 28 février 2019. **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande de réduire de 50 000 dollars le montant demandé au titre des installations et infrastructures.**

Informatique et communications

60. Un montant de 464 700 dollars est demandé au titre de l'informatique et des communications, ce qui représente une progression de 74 600 dollars (19,1 %) par rapport au montant alloué en 2018/19. Le Comité consultatif note que, d'après les informations qui lui ont été communiquées, les dépenses de l'exercice 2017/18 se sont élevées à 432 200 dollars et celles de l'exercice en cours à 169 600 dollars au

28 février 2019. Le Comité note également que l'augmentation des crédits demandés est en partie imputable aux nouveaux frais d'hébergement à Valence (Espagne) et à l'achat de nouveaux outils (ibid., par. 389). **Au vu de la structure des dépenses, le Comité estime que certaines des ressources demandées n'ont pas été suffisamment justifiées. En conséquence, il recommande de réduire de 5 % (23 200 dollars) le montant demandé au titre de l'informatique et des communications.**

H. Bureau des affaires juridiques

Autres objets de dépense

61. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes au Bureau des affaires juridiques s'élève à 246 900 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 100 dollars (0,9 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19.

Consultants et services de consultants

62. Le Secrétaire général propose un montant de 50 400 dollars, soit le même que celui alloué en 2018/19, pour financer l'engagement pendant trois mois d'un consultant juridique chargé de fournir des avis et une assistance sur des points de droit relatifs aux opérations de maintien de la paix qui exigent des connaissances particulières dont le Bureau ne dispose pas en interne (ibid., par. 462). Après avoir demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les crédits demandés au titre des consultants seraient nécessaires pour appuyer les travaux du Bureau en matière de réclamations et d'arbitrages ainsi que pour les arrangements relatifs aux services aériens avec les prestataires commerciaux et les États Membres. D'après les informations qui lui ont été communiquées concernant les exercices 2017/18 et 2018/19, le Comité note que, sur les crédits d'un montant de 53 100 dollars alloués au titre des consultants pour 2017/18, le Bureau a engagé des dépenses d'un montant de 38 300 dollars. Au 28 février 2019, le montant des dépenses engagées par le Bureau était de 700 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour 2018/19 s'élève à 50 400 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande de réduire de 13 000 dollars le montant demandé au titre des consultants et services de consultants pour 2019/20.**

Voyages

63. Un montant de 28 500 dollars est demandé au titre des voyages, ce qui représente une diminution de 900 dollars (3,1 %) par rapport au montant alloué pour 2018/19. Cette somme doit servir à financer les voyages de quatre fonctionnaires chargés d'apporter un appui juridique aux missions de maintien de la paix (ibid., par. 464). D'après les informations qui lui ont été communiquées concernant l'exercice 2018/19, le Comité consultatif note que, sur les crédits d'un montant de 29 400 dollars alloués au titre des voyages pour 2018/19, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 300 dollars au 28 février 2019. **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande de réduire de 5 000 dollars le montant demandé au titre des voyages pour 2019/20.**

Informatique et communications

64. Le Secrétaire général demande un montant 101 700 dollars au titre de l'informatique et des communications, ce qui correspond à une augmentation de 700 dollars (0,7 %) par rapport au montant alloué en 2018/19. D'après les informations qui lui ont été communiquées concernant l'exercice 2018/19, le Comité consultatif note que, sur des crédits ouverts d'un montant de 101 000 dollars, le

Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 3 700 dollars au 28 février 2019. **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande de réduire de 10 000 dollars le montant demandé au titre de l'informatique et des communications pour 2019/20.**

I. Département de la sûreté et de la sécurité

65. Au Département de la sûreté et de la sécurité, il est proposé de créer cinq emplois de temporaire, à savoir un poste de fonctionnaire d'administration (P-3), trois postes d'assistant chargé des ressources humaines [G(AC)] au Bureau du Secrétaire général adjoint, et un poste d'administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité (P-3) à la Division des services de sûreté et de sécurité du Siège.

66. S'agissant du poste P-3 et des trois emplois de temporaire G(AC) dont la création est proposée au Bureau du Secrétaire général adjoint, il est indiqué dans le rapport que le fonctionnaire d'administration (P-3) serait chargé de gérer diverses questions relatives aux ressources humaines, aux finances et au budget, à la logistique, au droit et aux politiques, et de faire des recommandations au Chef du Service administratif, et que les trois assistants chargés des ressources humaines [G(AC)] auraient pour tâche d'aider à assurer l'administration des prestations auxquelles a droit le personnel du Département de la sûreté et de la sécurité dans le cadre du dispositif intégré de sécurité des missions et de fournir une assistance technique et opérationnelle dans le cadre des activités liées au recrutement et à la mobilité (ibid., par. 490). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'appui apporté aux forces de sécurité intégrées permettait de placer 2 000 membres supplémentaires du personnel sous la supervision du Département de la sûreté et de la sécurité. Ces effectifs supplémentaires, y compris ceux qui étaient auparavant administrés par le PNUD et qui doivent désormais l'être par le Secrétariat, entraînent un surcroît de travail dans les domaines de l'administration des contrats, des avantages et des prestations, de l'entrée en fonctions, de la publication des avis de vacance de postes et de la gestion des recrutements. **Le Comité consultatif note que les tâches administratives supplémentaires liées aux emplois proposés étaient auparavant menées par le PNUD. Le Comité relève également que les services fournis par le PNUD au Secrétariat sont généralement facturés moyennant remboursement des coûts et que le transfert de ces fonctions au Département de la sûreté et de la sécurité entraînerait donc certaines réductions au titre d'autres rubriques budgétaires relatives au remboursement au PNUD. Il estime donc que la création de ces quatre emplois ne se traduirait par aucun coût supplémentaire par rapport au niveau global des ressources de l'Organisation. Compte tenu de ce qui précède, le Comité recommande d'approuver la création des quatre emplois de temporaire proposés et compte que le Secrétaire général communiquera à l'Assemblée générale des informations détaillées sur les réductions correspondantes au titre des autres rubriques budgétaires lors de l'examen du présent rapport.**

J. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Postes

67. S'agissant du tableau d'effectifs du HCDH, le Secrétaire général propose la création d'un poste (1 P-4) et la transformation en postes de deux emplois de temporaire (1 P-3 et 1 P-4).

Création d'un poste de spécialiste des droits de l'homme (P-4) à la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (Genève)

68. Le Secrétaire général propose de créer un poste de spécialiste des droits de l'homme (P-4) à la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation à Genève, dont le titulaire serait chargé de répondre aux demandes de vérification des antécédents en matière de respect des droits de l'homme des membres du personnel des Nations Unies dont le recrutement dans des opérations de maintien de la paix est envisagé, et de fournir des orientations concernant la politique en la matière (ibid., par. 528). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le titulaire de ce poste serait également chargé de collaborer avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police en vue d'appuyer l'élaboration de politiques relatives aux mécanismes des droits de l'homme et de contribuer à l'examen de ces politiques afin de renforcer leur application lors de la constitution et de la rétention des contingents et des forces de police.

69. Après avoir demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, depuis l'adoption de la politique en décembre 2012, le HCDH avait vérifié les antécédents de plus de 2 400 personnes, dont 90 % étaient candidates à des affectations et à des déploiements dans des missions de maintien de la paix, et que les demandes de vérification d'antécédents avaient augmenté avec le temps. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a créé un poste de spécialiste des droits de l'homme (P-3) chargé de la vérification des antécédents à Genève au titre du compte d'appui pour l'exercice 2016/17 (voir résolution 70/287 de l'Assemblée, annexe II), mais qu'elle n'en a pas approuvé la reconduction pour l'exercice 2017/18 (voir résolution 71/295 de l'Assemblée, annexe II).

70. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le poste proposé de spécialiste des droits de l'homme (P-4) soit pleinement justifié et recommande en conséquence de ne pas en approuver la création. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence.

V. Conclusion et recommandations

71. **En ce qui concerne le montant des crédits demandés au titre du compte d'appui, à l'exception des ressources prévues au titre des postes et des autres objets de dépense ci-dessous, le Comité consultatif recommande :**

a) Une réduction de 19 948 200 dollars s'agissant de la proposition relative aux centres de services partagés (voir par. 19 ci-dessus) ;

b) Une réduction de 643 400 dollars au titre des dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système (voir par. 22 ci-dessus) ;

c) Une réduction de 1 million de dollars au titre des dépenses de personnel (voir par. 25 ci-dessus) ;

d) Des réductions de 6 millions de dollars (voir par. 28 ci-dessus) et de 100 000 dollars (voir par. 29 ci-dessus) au titre de l'assurance maladie après la cessation de service.

72. **En ce qui concerne les postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :**

a) **De ne pas approuver la proposition de créer un poste de spécialiste des droits de l'homme (P-4) au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (voir par. 70 ci-dessus) ;**

b) D'approuver 15 transformations d'emplois de temporaire en postes, mais de ne pas approuver les 5 autres, comme suit :

i) Au Département des opérations de paix : un emploi de spécialiste des ressources humaines (P-4) (voir par. 31 ci-dessus) ;

ii) Au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité : un emploi d'administrateur de programmes (déontologie et discipline) (P-3) (voir par. 43 ci-dessus) ;

iii) Au Bureau des services de contrôle interne : trois emplois d'auditeur résident (1 P-4 et 2 P-3) (voir par. 54 ci-dessus) ;

c) De procéder à la suppression de trois postes au Bureau des services de contrôle interne comme suit : un poste d'assistant administratif (GN), comme il est proposé par le Secrétaire général (voir par. 51 ci-dessus) ; un assistant administratif (GN) et un assistant administratif (SM) en lieu et place du transfert et de la réaffectation proposés (voir par. 55 et 56 ci-dessus et 72 d) et e) ci-dessous) ;

d) D'approuver quatre des cinq transferts proposés et de ne pas approuver le transfert restant comme suit : un poste d'assistant administratif (GN) au Bureau des services de contrôle interne, qui doit être supprimé (voir par. 56 et 72 c) ci-dessus) ;

e) D'approuver deux des trois réaffectations proposées et de ne pas approuver la réaffectation restante comme suit : un poste d'assistant administratif (SM) au Bureau des services de contrôle interne, qui doit être supprimé (voir par. 55 et 72 c) ci-dessus) ;

f) D'approuver les deux reclassements proposés.

73. En ce qui concerne les dépenses autres que les postes ayant trait aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), le Comité consultatif recommande :

a) D'approuver la création de six postes (voir par. 30, 65 et 66 ci-dessus) ;

b) D'approuver la reconduction de 48 postes.

74. En ce qui concerne les dépenses autres que les postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

a) Une réduction de 98 800 dollars au titre des consultants et services de consultants ;

b) Une réduction de 460 900 au titre des voyages ;

c) Une réduction de 50 000 dollars au titre des installations et infrastructures ;

d) Une réduction de 236 200 dollars au titre de l'informatique et des communications ;

e) Une réduction de 16 700 dollars au titre des fournitures, services et matériel divers ;

f) D'ajuster le montant des objets de dépense autres que les postes afférents aux postes et emplois de temporaire qu'il est recommandé de ne pas créer ou qu'il est recommandé de supprimer dans le présent rapport (1 400 dollars).

75. L'application des recommandations susmentionnées du Comité consultatif se traduirait par une diminution de 28 899 500 dollars par rapport au projet de budget du Secrétaire général. Le projet de budget du compte d'appui pour 2019/20 serait ainsi ramené de 380 767 500 dollars à 351 868 000 dollars. Ce montant comprend : 233 222 800 dollars pour les postes et 72 893 400 dollars pour les autres objets de dépense ; 19 376 900 dollars pour le progiciel de gestion intégré ; 821 500 dollars pour la sécurité des systèmes et des données informatiques ; 868 500 dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix ; 20 803 300 dollars pour les dépenses d'entretien et d'appui d'Umoja.

76. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices 2017/18 et 2019/20 sont énoncées les unes dans le rapport sur l'exécution du budget (voir [A/73/661](#), par. 44) et les autres dans le rapport sur le projet de budget (voir [A/73/793](#), par. 545). Sous réserve des observations et des recommandations formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :

a) D'approuver les ressources demandées pour le compte d'appui au titre de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, soit 351 868 000 dollars ;

b) De décider de déduire, des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, un montant de 18 800 dollars correspondant au solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ;

c) De décider d'affecter aux ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 le montant total des autres recettes de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, soit 3 040 600 dollars, comprenant le produit des placements (1 152 200 dollars), les produits divers ou accessoires (277 900 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 610 500 dollars) ;

d) De décider d'affecter au financement du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 un montant de 1 973 400 dollars provenant de l'excédent du Fonds de réserve pour le maintien de la paix par rapport à son montant autorisé pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/73/661](#) et [A/73/661/Add.1](#))
- Rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/73/793](#))
- Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/73/768](#))
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/73/5 \(Vol. II\)](#), chap. II)

- Rapport du Comité consultatif sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2017 ([A/72/850](#))
- Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2018 ([A/73/750](#))
- Rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : exécution des budgets de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et budgets pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/73/776](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, les modalités de financement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 ([A/72/857](#))
- Résolution [72/288](#) de l'Assemblée générale

Annexe I

Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Compte d'appui : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	223 173,5	218 684,1	235 418,4	16 734,3	7,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	13 732,0	10 213,8	7 847,6	(2 366,2)	(23,2)
Consultants et services de consultants	2 275,2	2 734,2	2 788,0	53,8	2,0
Voyages	7 833,8	7 609,4	9 087,0	1 477,6	19,4
Installations et infrastructures	21 856,4	21 205,3	22 008,2	802,9	3,8
Transports terrestres	80,3	55,5	55,5	–	–
Opérations aériennes	31,2	–	–	–	–
Informatique et communications	15 111,0	15 386,9	15 764,7	377,8	2,5
Santé	117,4	80,9	84,1	3,2	4,0
Fournitures, services et matériel divers	14 842,6	13 868,4	21 370,6	7 502,2	54,1
Total partiel (II)	75 879,9	71 154,4	79 005,7	7 851,3	11,0
Total (I et II)	299 053,4	289 838,5	314 424,1	24 585,6	8,5
Progiciel de gestion intégré	25 038,3	28 859,1	19 376,9	(9 482,2)	(32,9)
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,0	821,5	821,5	–	–
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	1 302,8	868,5	(434,3)	(33,3)
Préparation des moyens de maintien de la paix	–	3 881,6	3 881,6	–	–
Centres de services partagés	–	–	19 948,2	19 948,2	–
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	–	21 446,7	21 446,7	–
Montant brut	325 781,2	324 703,5	380 767,5	56 064,0	17,3
Recettes provenant des contributions du personnel	26 344,6	25 483,5	25 446,6	(36,9)	(0,1)
Montant net	299 436,6	299 220,0	355 320,9	56 100,9	18,7

Département des opérations de maintien de la paix : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	81 203,9	75 990,4	80 888,5	4 898,1	6,4
II. Autres objets de dépense					

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	998,6	1 053,6	349,1	(704,5)	(66,9)
Consultants et services de consultants	291,9	223,8	292,0	68,2	30,5
Voyages	3 512,4	3 410,9	3 760,4	349,5	10,2
Installations et infrastructures	270,7	132,2	109,4	(22,8)	(17,2)
Transports terrestres	1,0	4,2	4,2	–	–
Informatique et communications	7 585,4	2 630,5	1 794,2	(836,3)	(31,8)
Santé	0,3	–	2,5	2,5	–
Fournitures, services et matériel divers	751,0	742,5	779,4	36,9	5,0
Total partiel (II)	13 411,3	8 197,7	7 091,2	(1 106,5)	(13,5)
Total (I et II)	94 615,2	84 188,1	87 979,7	3 791,6	4,5

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	12 255,0	12 294,0	13 520,5	1 226,5	10,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	405,8	359,2	75,8	(283,4)	(78,9)
Consultants et services de consultants	15,3	–	–	–	–
Voyages	495,5	446,0	436,4	(9,6)	(2,2)
Installations et infrastructures	132,4	112,2	88,2	(24,0)	(21,4)
Informatique et communications	7 551,5	2 483,3	1 644,0	(839,3)	(33,8)
Fournitures, services et matériel divers	157,7	183,7	165,1	(18,6)	(10,1)
Total partiel (II)	8 758,2	3 584,4	2 409,5	(1 174,9)	(32,8)
Total (I et II)	21 013,2	15 878,4	15 930,0	51,6	0,3

Structure politique et opérationnelle régionale unique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	11 767,6	11 769,0	12 228,4	459,4	3,9
II. Autres objets de dépense					
Voyages	587,6	545,8	570,4	24,6	4,5

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	0,1	–	–	–	–
Total partiel (II)	587,7	545,8	570,4	24,6	4,5
Total (I et II)	12 355,3	12 314,8	12 798,8	484,0	3,9

Bureau des affaires militaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	25 661,3	23 119,0	24 756,7	1 637,7	7,1
II. Autres objets de dépense					
Voyages	429,3	470,4	542,2	71,8	15,3
Installations et infrastructures	80,4	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,8	–	16,7	16,7	–
Total partiel (II)	510,5	470,4	558,9	88,5	18,8
Total (I et II)	26 171,8	23 589,4	25 315,6	1 726,2	7,3

Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	19 607,2	18 254,0	20 140,4	1 886,4	10,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	587,2	694,4	174,5	(519,9)	(74,9)
Voyages	576,8	543,2	670,7	127,5	23,5
Installations et infrastructures	3,6	–	–	–	–
Informatique et communications	2,8	19,0	22,0	3,0	15,8
Fournitures, services et matériel divers	10,8	–	–	–	–
Total partiel (II)	1 181,2	1 256,6	867,2	(389,4)	(31,0)
Total (I et II)	20 788,4	19 510,6	21 007,6	1 497,0	7,7

Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	11 912,8	10 554,4	10 242,5	(311,9)	(3,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	5,6	–	98,8	98,8	–
Consultants et services de consultants	276,6	223,8	292,0	68,2	30,5
Voyages	1 423,2	1 405,5	1 540,7	135,2	9,6
Installations et infrastructures	54,3	20,0	21,2	1,2	6,0
Transports terrestres	1,0	4,2	4,2	–	–
Communications et informatique	31,1	128,2	128,2	–	–
Santé	0,3	–	2,5	2,5	–
Fournitures, services et matériel divers	581,6	558,8	597,6	38,8	6,9
Total partiel (II)	2 373,7	2 340,5	2 685,2	344,7	14,7
Total (I et II)	14 286,5	12 894,9	12 927,7	32,8	0,3

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	6 592,2	5 915,2	6 235,5	320,3	5,4
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	49,8	46,9	39,2	(7,7)	(16,4)
Voyages	245,0	239,3	239,3	–	–
Installations et infrastructures	247,4	428,1	428,1	–	–
Transports terrestres	70,2	51,3	51,3	–	–
Communications et informatique	578,3	573,4	573,4	–	–
Santé	14,4	23,8	23,8	–	–
Fournitures, services et matériel divers	61,7	47,5	47,5	–	–
Total partiel (II)	1 266,8	1 410,3	1 402,6	(7,7)	(0,5)
Total (I et II)	7 859,0	7 325,5	7 638,1	312,6	4,3

Département de l'appui opérationnel : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	32 758,8	69 618,3	36 859,5	112,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	1 117,8	2 421,6	1 303,8	116,6
Consultants et services de consultants	–	350,3	857,6	507,3	144,8
Voyages	–	564,7	1 635,2	1 070,5	189,6
Installations et infrastructures	–	10 124,9	21 085,1	10 960,2	108,2
Communications et informatique	–	727,9	2 030,1	1 302,2	178,9
Santé	–	23,8	50,0	26,2	110,1
Fournitures, services et matériel divers	–	161,2	1 313,0	1 151,8	714,5
Total partiel (II)	–	13 070,6	29 392,6	16 322,0	124,9
Total (I et II)	–	45 829,4	99 010,9	53 181,5	116,0
Préparation des moyens de maintien de la paix	–	3 881,6	3 881,6	–	–
Centres de services partagés	–	–	19 948,2	19 948,2	–
Total	–	49 711,0	122 840,7	73 129,7	147,1

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	2 120,2	4 483,0	2 362,8	111,4
II. Autres objets de dépense					
Voyages	–	146,2	215,2	69,0	47,2
Total partiel (II)	–	146,2	215,2	69,0	47,2
Total (I et II)	–	2 266,4	4 698,2	2 431,8	107,3
Centres de services partagés	–	–	19 948,2	19 948,2	–
Total	–	2 266,4	24 646,4	22 380,0	987,5

Bureau des opérations d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	8 923,5	18 790,5	9 867,0	110,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	935,4	1 858,9	923,5	98,7
Consultants et services de consultants	–	36,1	55,7	19,6	54,3
Voyages	–	85,2	278,1	192,9	226,4
Communications et informatique	–	23,8	47,6	23,8	100,0
Santé	–	23,8	50,0	26,2	110,1
Fournitures, services et matériel divers	–	2,3	14,0	11,7	508,7
Total partiel (II)	–	1 106,6	2 304,3	1 197,7	108,2
Total (I et II)	–	10 030,1	21 094,8	11 064,7	110,3

Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	16 636,2	35 151,7	18 515,5	111,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	135,1	366,4	231,3	171,2
Consultants et services de consultants	–	296,4	787,5	491,1	165,7
Voyages	–	287,1	973,0	685,9	238,9
Communications et informatique	–	186,6	459,1	272,5	146,0
Fournitures, services et matériel divers	–	32,2	1 043,4	1 011,2	3 140,4
Total partiel (II)	–	937,4	3 629,4	2 692,0	287,2
Total (I et II)	–	17 573,6	38 781,1	21 207,5	120,7
Préparation des moyens de maintien de la paix	–	3 881,6	3 881,6	–	–
Total	–	21 455,2	42 662,7	21 207,5	98,8

Division des activités spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	3 723,1	8 210,2	4 487,1	120,5
II. Autres objets de dépense					
Voyages	–	23,0	148,8	125,8	547,0
Total partiel (II)	–	23,0	148,8	125,8	547,0
Total (I et II)	–	3 746,1	8 359,0	4 612,9	123,1

Division de l'administration (New York)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	1 355,8	2 982,9	1 627,1	120,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	47,3	196,3	149,0	315,0
Consultants et services de consultants	–	17,8	14,4	(3,4)	(19,1)
Voyages	–	23,2	20,1	(3,1)	(13,4)
Installations et infrastructures	–	10 124,9	21 085,1	10 960,2	108,2
Communications et informatique	–	517,5	1 523,4	1 005,9	194,4
Fournitures, services et matériel divers	–	126,7	255,6	128,9	101,7
Total partiel (II)	–	10 857,4	23 094,9	12 237,5	112,7
Total (I et II)	–	12 213,2	26 077,8	13 864,6	113,5

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	14 039,5	31 874,7	17 835,2	127,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	651,5	1 003,7	352,2	54,1
Consultants et services de consultants	–	368,0	643,0	275,0	74,7
Voyages	–	347,2	1 014,2	667,0	192,1
Installations et infrastructures	–	20,3	40,2	19,9	98,0
Communications et informatique	–	691,7	1 474,6	782,9	113,2

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	–	5 303,3	17 278,4	11 975,1	225,8
Total partiel (II)	–	7 382,0	21 454,1	14 072,1	190,6
Total (I et II)	–	21 421,5	53 328,8	31 907,3	148,9
Progiciel de gestion intégré	–	28 859,1	19 376,9	(9 482,2)	(32,9)
Dispositif de prestation de services centralisée	–	1 302,8	868,5	(434,3)	(33,3)
Total	–	51 583,4	73 574,2	21 990,8	42,6

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	826,3	1 846,5	1 020,2	123,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	89,5	260,1	170,6	190,6
Consultants et services de consultants	–	15,5	33,0	17,5	112,9
Voyages	–	78,2	201,7	123,5	157,9
Installations et infrastructures	–	20,3	2,2	(18,1)	(89,2)
Communications et informatique	–	433,4	104,4	(329,0)	(75,9)
Fournitures, services et matériel divers	–	5 265,0	25,0	(5 240,0)	(99,5)
Total partiel (II)	–	5 901,9	626,4	(5 275,5)	(89,4)
Total (I et II)	–	6 728,2	2 472,9	(4 255,3)	(63,2)
Progiciel de gestion intégré	–	28 859,1	19 376,9	(9 482,2)	(32,9)
Dispositif de prestation de services centralisée	–	1 302,8	868,5	(434,3)	(33,3)
Total	–	36 890,1	22 718,3	(14 171,8)	(38,4)

Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	7 159,1	15 496,4	8 337,3	116,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	272,4	248,3	(24,1)	(8,8)
Consultants et services de consultants	–	68,3	26,6	(41,7)	(61,1)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Voyages	–	129,6	260,6	131,0	101,1
Installations et infrastructures	–	–	19,8	19,8	–
Communications et informatique	–	258,3	928,8	670,5	259,6
Fournitures, services et matériel divers	–	38,3	17 243,4	17 205,1	44 921,9
Total partiel (II)	–	766,9	18 727,5	17 960,6	2 342,0
Total (I et II)	–	7 926,0	34 223,9	26 297,9	331,8

Bureau des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	3 321,8	7 123,8	3 802,0	114,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	202,8	320,8	118,0	58,2
Consultants et services de consultants	–	141,7	283,4	141,7	100,0
Voyages	–	44,5	161,4	116,9	262,7
Installations et infrastructures	–	–	8,4	8,4	–
Communications et informatique	–	–	181,5	181,5	–
Total partiel (II)	–	389,0	955,5	566,5	145,6
Total (I et II)	–	3 710,8	8 079,3	4 368,5	117,7

Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	2 732,3	7 408,0	4 675,7	171,1
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	86,8	174,5	87,7	101,0
Consultants et services de consultants	–	142,5	300,0	157,5	110,5
Voyages	–	94,9	390,5	295,6	311,5
Installations et infrastructures	–	–	9,8	9,8	–
Communications et informatique	–	–	259,9	259,9	–

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	–	–	10,0	10,0	–
Total partiel (II)	–	324,2	1 144,7	820,5	253,1
Total (I et II)	–	3 056,5	8 552,7	5 496,2	179,8

Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	–	3 984,1	8 070,2	4 086,1	102,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	208,1	424,5	216,4	104,0
Voyages	–	175,0	350,0	175,0	100,0
Installations et infrastructures	–	5,7	11,4	5,7	100,0
Communications et informatique	–	4 549,4	9 098,8	4 549,4	100,0
Fournitures, services et matériel divers	–	4,2	8,4	4,2	100,0
Total partiel (II)	–	4 942,4	9 893,1	4 950,7	100,2
Total (I et II)	–	8 926,5	17 963,3	9 036,8	101,2
Sécurité des systèmes et des données informatiques	–	821,5	821,5	–	–
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	–	–	21 446,7	21 446,7	–
Total	–	9 748,0	40 231,5	30 483,5	312,7

Bureau des services de contrôle interne

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	19 856,4	22 652,7	25 706,1	3 053,4	13,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	6 705,6	4 336,1	2 740,6	(1 595,5)	(36,8)
Consultants et services de consultants	293,5	342,4	389,5	47,1	13,8
Voyages	793,5	796,5	1 069,2	272,7	34,2
Installations et infrastructures	181,7	311,5	305,3	(6,2)	(2,0)
Transports terrestres	5,3	–	–	–	–
Communications et informatique	432,2	390,1	464,7	74,6	19,1

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Santé	10,6	9,5	7,8	(1,7)	(17,9)
Fournitures, services et matériel divers	159,2	195,0	175,2	(19,8)	(10,2)
Total partiel (II)	8 581,6	6 381,1	5 152,3	(1 228,8)	(19,3)
Total (I et II)	28 438,0	29 033,8	30 858,4	1 824,6	6,3

Cabinet du Secrétaire général

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 042,4	911,8	965,3	53,5	5,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	52,7	52,8	0,1	0,2
Installations et infrastructures	0,1	2,5	2,5	–	–
Communications et informatique	15,5	28,9	28,9	–	–
Total partiel (II)	15,6	84,1	84,2	0,1	0,1
Total (I et II)	1 058,0	995,9	1 049,5	53,6	5,4

Administration de la justice

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	–	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Fournitures, services et matériel divers	2 670,0	1 922,7	1 745,2	(177,5)	(9,2)
Total partiel (II)	2 670,0	1 922,7	1 745,2	(177,5)	(9,2)
Total (I et II)	2 670,0	1 922,7	1 745,2	(177,5)	(9,2)

Bureau de l'aide juridique au personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	99,1	176,2	189,5	13,3	7,5
II. Autres objets de dépense					
Installations et infrastructures	–	0,5	0,5	–	–
Communications et informatique	–	1,8	1,8	–	–
Total partiel (II)	–	2,3	2,3	–	–
Total (I et II)	99,1	178,5	191,8	13,3	7,5

Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 658,4	1 604,1	1 699,9	95,8	6,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	355,6	331,4	316,0	(15,4)	(4,6)
Consultants et services de consultants	9,0	57,5	57,5	–	–
Voyages	140,6	125,6	125,0	(0,6)	(0,5)
Installations et infrastructures	14,7	9,4	9,7	0,3	3,2
Transports terrestres	2,9	–	–	–	–
Communications et informatique	22,6	39,9	39,9	–	–
Santé	0,2	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	30,0	8,7	9,0	0,3	3,4
Total partiel (II)	575,6	572,5	557,1	(15,4)	(2,7)
Total (I et II)	2 234,0	2 176,6	2 257,0	80,4	3,7

Bureau de la déontologie

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	513,7	489,7	519,1	29,4	6,0
II. Autres objets de dépense					
Consultants et services de consultants	230,7	555,0	498,0	(57,0)	(10,3)
Voyages	44,8	47,9	47,3	(0,6)	(1,3)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Installations et infrastructures	0,7	1,5	1,5	–	–
Communications et informatique	259,5	18,5	18,5	–	–
Fournitures, services et matériel divers	6,9	–	–	–	–
Total partiel (II)	542,6	622,9	565,3	(57,6)	(9,2)
Total (I et II)	1 056,3	1 112,6	1 084,4	(28,2)	(2,5)

Bureau des affaires juridiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	3 611,4	3 566,9	3 829,0	262,1	7,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	22,6	56,8	58,9	2,1	3,7
Consultants et services de consultants	38,3	50,4	50,4	–	–
Voyages	30,8	29,4	28,5	(0,9)	(3,1)
Installations et infrastructures	4,1	3,8	3,8	–	–
Communications et informatique	101,9	101,0	101,7	0,7	0,7
Fournitures, services et matériel divers	5,9	3,4	3,6	0,2	5,9
Total partiel (II)	203,6	244,8	246,9	2,1	0,9
Total (I et II)	3 815,0	3 811,7	4 075,9	264,2	6,9

Département de la communication globale

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	558,2	620,4	655,0	34,6	5,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	37,1	37,8	0,7	1,9
Voyages	40,3	34,6	34,6	–	–
Installations et infrastructures	2,0	2,0	2,0	–	–
Communications et informatique	33,1	41,1	41,1	–	–

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	3,0	0,9	0,9	–	–
Total partiel (II)	78,4	115,7	116,4	0,7	0,6
Total (I et II)	636,6	736,1	771,4	35,3	4,8

Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	2 868,4	2 559,9	2 702,5	142,6	5,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	248,0	–	403,4	403,4	–
Voyages	573,0	562,5	562,5	–	–
Installations et infrastructures	0,1	–	4,2	4,2	–
Communications et informatique	62,8	56,7	74,3	17,6	31,0
Fournitures, services et matériel divers	4,9	4,5	4,5	–	–
Total partiel (II)	888,8	623,7	1 048,9	425,2	68,2
Total (I et II)	3 757,2	3 183,6	3 751,4	567,8	17,8

Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	175,5	425,6	460,6	35,0	8,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	197,8	–	–	–	–
Installations et infrastructures	0,4	1,0	1,0	–	–
Communications et informatique	5,8	6,6	6,6	–	–
Total partiel (II)	204,0	7,6	7,6	–	–
Total (I et II)	379,5	433,2	468,2	35,0	8,1

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 498,8	1 471,6	2 004,2	532,6	36,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	306,1	296,8	–	(296,8)	(100,0)
Voyages	179,0	220,8	220,8	–	–
Installations et infrastructures	–	4,5	3,5	(1,0)	(22,2)
Communications et informatique	8,9	53,2	16,1	(37,1)	(69,7)
Fournitures, services et matériel divers	0,2	5,2	5,5	0,3	5,8
Total partiel (II)	494,2	580,5	245,9	(334,6)	(57,6)
Total (I et II)	1 993,0	2 052,1	2 250,1	198,0	9,6

Département de l'appui opérationnel : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	62 267,2	31 338,1	–	(31 338,1)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 122,7	1 064,9	–	(1 064,9)	(100,0)
Consultants et services de consultants	1 102,2	537,8	–	(537,8)	(100,0)
Voyages	1 243,7	487,2	–	(487,2)	(100,0)
Installations et infrastructures	1,0	–	–	–	–
Communications et informatique	130,2	2 505,8	–	(2 505,8)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	257,9	19,4	–	(19,4)	(100,0)
Total partiel (II)	4 857,7	4 615,1	–	(4 615,1)	(100,0)
Total (I et II)	67 124,9	35 953,2	–	(35 953,2)	(100,0)

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	11 786,5	6 063,4	–	(6 063,4)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	74,0	120,8	–	(120,8)	(100,0)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Voyages	406,3	153,2	–	(153,2)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	14,3	10,5	–	(10,5)	(100,0)
Total partiel (II)	494,6	284,5	–	(284,5)	(100,0)
Total (I et II)	12 281,1	6 347,9	–	(6 347,9)	(100,0)

Division du budget et des finances des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	10 369,4	5 524,1	–	(5 524,1)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	185,4	95,5	–	(95,5)	(100,0)
Voyages	315,7	61,9	–	(61,9)	(100,0)
Installations et infrastructures	0,5	–	–	–	–
Communications et informatique	0,5	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	235,4	–	–	–	–
Total partiel (II)	737,5	157,4	–	(157,4)	(100,0)
Total (I et II)	11 106,9	5 681,5	–	(5 681,5)	(100,0)

Division du personnel des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	15 141,9	7 386,3	–	(7 386,3)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 866,5	848,6	–	(848,6)	(100,0)
Consultants et services de consultants	65,5	33,3	–	(33,3)	(100,0)
Voyages	122,8	71,7	–	(71,7)	(100,0)
Installations et infrastructures	0,5	–	–	–	–
Communications et informatique	6,2	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	5,7	4,7	–	(4,7)	(100,0)
Total partiel (II)	2 067,2	958,3	–	(958,3)	(100,0)
Total (I et II)	17 209,1	8 344,6	–	(8 344,6)	(100,0)

Division du soutien logistique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	19 482,7	9 748,5	–	(9 748,5)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Consultants et services de consultants	1 036,7	504,5	–	(504,5)	(100,0)
Voyages	245,2	127,3	–	(127,3)	(100,0)
Communications et informatique	123,5	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,7	–	–	–	–
Total partiel (II)	1 406,1	631,8	–	(631,8)	(100,0)
Total (I et II)	20 888,8	10 380,3	–	(10 380,3)	(100,0)

Division de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	5 486,7	2 615,8	–	(2 615,8)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(3,2)	–	–	–	–
Voyages	153,7	73,1	–	(73,1)	(100,0)
Communications et informatique	–	2 505,8	–	(2 505,8)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	1,8	4,2	–	(4,2)	(100,0)
Total partiel (II)	152,3	2 583,1	–	(2 583,1)	(100,0)
Total (I et II)	5 639,0	5 198,9	–	(5 198,9)	(100,0)

Département de la gestion : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	41 227,9	20 179,1	–	(20 179,1)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 725,2	960,1	–	(960,1)	(100,0)
Consultants et services de consultants	309,6	249,0	–	(249,0)	(100,0)
Voyages	1 030,7	567,8	–	(567,8)	(100,0)
Installations et infrastructures	21 133,5	10 157,4	–	(10 157,4)	(100,0)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Transports terrestres	0,9	–	–	–	–
Opérations aériennes	31,2	–	–	–	–
Communications et informatique	5 874,8	2 970,4	–	(2 970,4)	(100,0)
Santé	91,9	23,8	–	(23,8)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	10 891,9	5 449,9	–	(5 449,9)	(100,0)
Total partiel (II)	42 089,7	20 378,4	–	(20 378,4)	(100,0)
Total (I et II)	83 317,6	40 557,5	–	(40 557,5)	(100,0)
Progiciel de gestion intégré	25 038,3	–	–	–	–
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,0	–	–	–	–
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	–	–	–	–
Total	110 045,4	40 557,5	–	(40 557,5)	(100,0)

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 862,4	867,6	–	(867,6)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	84,5	89,5	–	(89,5)	(100,0)
Consultants et services de consultants	–	15,5	–	(15,5)	(100,0)
Voyages	90,8	78,3	–	(78,3)	(100,0)
Installations et infrastructures	58,9	30,6	–	(30,6)	(100,0)
Communications et informatique	1 006,9	532,6	–	(532,6)	100,0
Fournitures, services et matériel divers	10 281,4	5 237,2	–	(5 237,2)	(100,0)
Total partiel (II)	11 522,5	5 983,7	–	(5 983,7)	(100,0)
Total (I et II)	13 384,9	6 851,3	–	(6 851,3)	(100,0)
Progiciel de gestion intégré	25 038,3	–	–	–	–
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	–	–	–	–
Total	39 291,7	6 851,3	–	(6 851,3)	(100,0)

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	15 691,8	7 693,7	–	(7 693,7)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	518,6	272,4	–	(272,4)	(100,0)
Consultants et services de consultants	131,7	68,3	–	(68,3)	(100,0)
Voyages	286,5	138,1	–	(138,1)	(100,0)
Installations et infrastructures	4,1	–	–	–	–
Communications et informatique	244,5	258,3	–	(258,3)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	428,4	76,3	–	(76,3)	(100,0)
Total partiel (II)	1 613,8	813,4	–	(813,4)	(100,0)
Total (I et II)	17 305,6	8 507,1	–	(8 507,1)	(100,0)

Bureau des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	6 742,1	3 264,0	–	(3 264,0)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 249,6	303,2	–	(303,2)	(100,0)
Consultants et services de consultants	172,2	152,6	–	(152,6)	(100,0)
Voyages	108,8	48,8	–	(48,8)	(100,0)
Installations et infrastructures	3,9	–	–	–	–
Communications et informatique	135,1	23,8	–	(23,8)	(100,0)
Santé	91,9	23,8	–	(23,8)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	19,4	7,0	–	(7,0)	(100,0)
Total partiel (II)	1 780,9	559,2	–	(559,2)	(100,0)
Total (I et II)	8 523,0	3 823,2	–	(3 823,2)	(100,0)

Bureau des services centraux d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18)	Montant alloué (2018/19)	Dépenses prévues (2019/20)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	12 849,6	6 408,6	–	(6 408,6)	(100,0)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	80,1	86,9	–	(86,9)	(100,0)
Consultants et services de consultants	5,7	12,6	–	(12,6)	(100,0)
Voyages	392,1	200,8	–	(200,8)	(100,0)
Installations et infrastructures	20 850,9	10 126,8	–	(10 126,8)	(100,0)
Transports terrestres	0,7	–	–	–	–
Opérations aériennes	31,2	–	–	–	–
Communications et informatique	624,4	217,5	–	(217,5)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	161,9	129,4	–	(129,4)	(100,0)
Total partiel (II)	22 147,0	10 774,0	–	(10 774,0)	(100,0)
Total (I et II)	34 996,6	17 182,6	–	(17 182,6)	(100,0)

Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2017/18) (1)	Montant alloué (2018/19) (2)	Dépenses prévues (2019/20) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	4 082,0	1 945,2	–	(1 945,2)	(100,0)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	792,4	208,1	–	(208,1)	(100,0)
Voyages	152,5	101,8	–	(101,8)	(100,0)
Installations et infrastructures	215,7	–	–	–	–
Transports terrestres	0,2	–	–	–	–
Communications et informatique	3 863,9	1 938,2	–	(1 938,2)	(100,0)
Fournitures, services et matériel divers	0,8	–	–	–	–
Total partiel (II)	5 025,5	2 248,1	–	(2 248,1)	(100,0)
Total (I et II)	9 107,5	4 193,3	–	(4 193,3)	(100,0)
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,0	–	–	–	–
Total	9 928,5	4 193,3	–	(4 193,3)	(100,0)

Annexe II

Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transformer et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Proposition du Secrétaire général (A/73/793)

	Nombre de postes proposés	Classe	Titre ou fonction	Modification	Recon- duction : nombre d'années
Département des opérations de paix					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Bureau du Directeur de la coordination et des services partagés	1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive) (résilience des organisations)	Transformation de poste	> 5
Service administratif	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Transformation de poste	4
Total partiel	2				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Bureau du Sous-Secrétaire général	1	P-4	Spécialiste des questions relatives à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité (MINUSCA)	Transformation de poste	5
Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration	1	P-4	Spécialiste des politiques et de la planification (désarmement, démobilisation et réintégration) (MINUSCA)	Transformation de poste	5
Division de la police	1	P-4	Spécialiste des programmes de police (MINUSCA)	Transformation de poste	5
Total partiel	3				
Département des opérations de paix (total)					
5					
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget					
Division des finances des missions	2	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Transformation de poste	> 5
Bureau des ressources humaines					
Division du droit administratif/Service déontologie et discipline	1	P-3	Administrateur(trice) de programmes	Transformation de poste	2
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (total)	3				
Bureau des services de contrôle interne					
Division de l'audit interne					

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Recon- duction : nombre d'années</i>
MINUSMA	3	P-4	Auditeur(trice) résident(e) (MINUSMA)	Transformation de poste	> 5
	2	P-3	Auditeur(trice) résident(e) (MINUSMA)	Transformation de poste	> 5
MINUSCA	3	P-4	Auditeur(trice) résident(e) (MINUSCA)	Transformation de poste	5
	2	P-3	Auditeur(trice) résident(e) (MINUSCA)	Transformation de poste	5
Bureau des services de contrôle interne (total)	10				
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme					
Division de l'action sur le terrain					
Section de l'appui aux missions de paix (Addis-Abeba)	1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme (Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine)	Transformation de poste	3
Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement					
Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)	1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme (exploitation et atteintes sexuelles)	Transformation de poste	2
Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (Genève)	1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme (vérification des antécédents)	Création de poste	–
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (total)	3				
Total	21				
Poste qu'il est proposé de supprimer à compter du 1^{er} février 2020					
Bureau des services de contrôle interne					
Division de l'audit interne					
MINUJUSTH	(1)	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Suppression de poste (février 2020)	–

Annexe III

Réorganisation proposée : transferts, réaffectations et reclassements de postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Proposition du Secrétaire général ([A/73/793](#))

Transferts

Département de l'appui opérationnel

Division de l'administration (New York)

Transfert de 2 postes d'assistant chargé des ressources humaines [G(AC)] depuis le Bureau des ressources humaines (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité)

Bureau des services de contrôle interne

Division des investigations/MINUSCA

Transfert d'un poste d'enquêteur (P-3) depuis la MINUJUSTH

Transfert d'un poste d'assistant administratif (GN) depuis la MINUJUSTH

Division de l'audit interne/Entebbe

Transfert d'un poste de chef des auditeurs résidents (P-5) depuis la MINUJUSTH (en février 2020)

Réaffectations

Bureau des services de contrôle interne

Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Réaffectation d'un poste d'enquêteur résident en chef (P-5) depuis la Division des investigations/MINUJUSTH, vers un poste de spécialiste de l'évaluation (analyste de la gestion et des programmes) (P-4) à la Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Réaffectation d'un poste d'auditeur (P-3) depuis la Division de l'audit interne/MINUJUSTH, vers un poste de spécialiste de l'évaluation (analyste de la gestion) (P-3) à la Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe (en février 2020)

Réaffectation d'un poste d'assistant administratif (SM) depuis la Division de l'audit interne/MINUJUSTH, vers un poste d'assistant administratif (GN) à la Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Reclassement

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget (Division des finances des missions)

Reclassement d'un poste d'assistant principal (budget et finances) de G(AC) à G(1°C)

Annexe IV

**Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer
au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien
de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020**

Proposition du Secrétaire général (A/73/793)

	<i>Nombre d'emplois de temporaire proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Recon- duction : nombre d'années</i>
Département des opérations de paix					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif	–	3 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	3 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Total partiel	–				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Service des questions judiciaires et pénitentiaires	1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Reconduction	> 5
Total partiel	1				
Division des politiques, de l'évaluation et de la formation					
Service des politiques et des meilleures pratiques	1	P-3	Spécialiste des questions politiques (action pour le maintien de la paix)	Création	–
Total partiel	1				
Département des opérations de paix (total)	2				
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine					
Section de l'appui administratif	–	3 mois, SM	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	3 mois, GN	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (total)	–				
Département de l'appui opérationnel					
Bureau des opérations d'appui					
Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail	1	P-4	Médecin	Reconduction	3
Division de l'administration des ressources humaines	10	P-3	Spécialiste des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction	> 5

	<i>Nombre d'emplois de temporaire proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Recon- duction : nombre d'années</i>
	3	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction	> 5
Total partiel	14				
Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement					
Division de l'appui au personnel en tenue	2	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Reconduction	1
Service de la facilitation des opérations et de la communication	1	G(AC)	Assistant(e) aux achats	Reconduction	> 5
Total partiel	3				
Division de l'administration (New York)					
Service des archives et des dossiers	–	10 mois, 1 P-4	Spécialiste de la gestion de l'information	Reconduction	–
Total partiel	–				
Département de l'appui opérationnel (total)	17				
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Partenaire	–	4 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	4 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Groupe du contrôle hiérarchique	1	P-3	Juriste	Reconduction	1
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget					
Division des finances	1	P-4	Comptable (conventions comptables)	Reconduction	2
	1	G(AC)	Assistant(e) (prestations/assurances)	Reconduction	> 5
Bureau des ressources humaines					
Division des stratégies et des politiques	1	P-4	Administrateur(trice) de programmes (parité des sexes)	Reconduction	1
	1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (mobilité)	Reconduction	> 5
Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité					
Service de l'analytique et de la gestion de projets	1	P-4	Analyste de la gestion et des programmes	Reconduction	> 5
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (total)	6				

	<i>Nombre d'emplois de temporaire proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Recon- duction : nombre d'années</i>
Bureau de l'informatique et des communications					
Service des solutions institutionnelles/pôle applications – Asie					
Bureau de Bangkok	1	P-4	Chef de projet (système de gestion des rations)	Reconduction	4
	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (système de gestion des carburants)	Reconduction	> 5
Bureau de New York	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (gestion du matériel appartenant aux contingents)	Reconduction	> 5
Bureau de l'informatique et des communications (total)	3				
Bureau des services de contrôle interne					
Service administratif	–	4 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	6 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Total partiel	–				
Division des investigations					
New York	1	P-4	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	1
	2	P-3	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	1
	1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	1
Nairobi	1	P-4	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	1
	2	P-3	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	1
Entebbe	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MINUSS	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MINUSMA	1	P-5	Enquêteur(trice) résident(e) en chef	Reconduction	> 5
	1	P-4	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MONUSCO	1	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	5

	<i>Nombre d'emplois de temporaire proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Recon- duction : nombre d'années</i>
MINUSCA	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
Total partiel	19				
Bureau des services de contrôle interne (total)	19				
Cabinet du Secrétaire général	–	6 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Cabinet du Secrétaire général (total)	–				
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies					
Bureau de l'ombudsman régional (Entebbe)	2	P-4	Spécialiste du règlement des différends	Reconduction	3
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (total)	2				
Bureau des affaires Division des questions juridiques générales					
Groupe de l'administration de la justice	–	3 mois, P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Bureau des affaires juridiques (total)	–				
Département de la communication globale	–	1,5 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	1,5 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Département de la communication globale (total)	–				
Département de la sûreté et de la sécurité					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif	1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Création	–
	3	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Création	–
Division des services de sûreté et de sécurité des villes sièges					
Groupe de coordination de la protection	1	P-3	Administrateur(trice) responsable de la coordination des mesures de sécurité	Création	–
Département de la sûreté et de la sécurité (total)	5				
Total (contrats de 12 mois)	54				
Total (mois-personne)	52				